



PAGE 4: B.1) YOUR CASE STORY: TITLE AND DESCRIPTION

Q1: TITLE OF YOUR CASE STORY

Approche régionale de la mise en œuvre des obligations de l'OMC en matière de facilitation des échanges: Etude d'auto-évaluation des besoins et priorités nationaux et régionaux en matière de facilitation des échanges dans l'espace UEMOA

Q2: CASE STORY ABSTRACT

En 2012, WTI Advisors a réalisé pour le compte de la Commission de l'UEMOA (le bénéficiaire) une étude intitulée « Etude d'auto-évaluation des besoins et priorités nationaux et régionaux en matière de facilitation des échanges dans l'espace UEMOA », financée par la Banque mondiale, en vue de définir des mesures concrètes d'intervention et formuler une stratégie régionale de facilitation des échanges.

Basée entre autres sur des textes législatifs et réglementaires et entrevues techniques avec des responsables de l'UEMOA, des administrations nationales et du secteur privé, cette étude a fourni un rapport détaillé de l'état de conformité des pays membres et instruments communautaires de l'UEMOA avec le projet de texte de l'Accord sur la facilitation des échanges. Cette étude a abouti sur un plan d'action et une stratégie d'intervention pour la Commission, fondement du programme régional de facilitation des échanges (PRFE) adopté par les pays membres de l'UEMOA en 2014.

Q3: LONG DESCRIPTION OF THE CASE STORY

Depuis 2007, les Etats membres de l'UEMOA constituent une union douanière et approfondissent l'intégration économique régionale en réduisant les barrières non-tarifaires. La politique commerciale commune de l'UEMOA justifie l'engagement de la Commission pour l'harmonisation des stratégies et réglementations en matière de facilitation des échanges et une démarche concertée pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. En 2012, le cabinet WTI Advisors (WTIA) de Genève a réalisé une étude régionale pour la Commission de l'UEMOA (le bénéficiaire) afin de définir les mesures concrètes d'intervention et de formuler une stratégie régionale de facilitation des échanges. Cette étude a abouti à un plan d'action et une stratégie d'intervention pour la Commission, fondement du programme régional de facilitation des échanges (PRFE), formellement adopté par les pays membres de l'UEMOA en 2014.

Travaux antérieurs

Au niveau communautaire, la Direction du Marché Régional et de la Concurrence (DMRC) de la Commission de l'UEMOA organisait depuis plusieurs années des ateliers régionaux sur les négociations en matière de facilitation des échanges à l'OMC. Ces ateliers donnaient l'opportunité de discuter des analyses des besoins menées dans les Etats membres, ainsi que de coordonner leurs positions de négociation. En 2007, une étude sur les guichets uniques du commerce extérieur visant à évaluer la possibilité de mettre en place un guichet unique régional dans ses Etats membres a été réalisée. Au niveau national, à l'exception de la Guinée-Bissau, tous les Etats membres de l'UEMOA avaient tenu des ateliers d'auto-évaluation des besoins avec le soutien du Secrétariat de l'OMC et de la CNUCED. Afin de poursuivre ces travaux et définir des domaines d'intervention communautaires, la Commission a demandé la réalisation d'une étude analytique en 2012.

PRIVATE SECTOR CASE STORY TEMPLATE

Objectifs de l'étude

L'étude, intitulée « Etude d'auto-évaluation des besoins et priorités nationaux et régionaux en matière de facilitation des échanges dans l'espace UEMOA », s'inscrivait dans la volonté de la Commission d'accompagner ses Etats membres dans le processus de négociation de l'Accord de l'OMC et la programmation des activités de mise en œuvre, ainsi que de dégager des axes d'intervention au niveau communautaire. Plus spécifiquement, l'étude devait fournir un bilan portant sur la conformité des Etats membres avec les exigences du texte de l'OMC et proposer un programme d'appui susceptible d'être mis en œuvre par la Commission.

Résultats et impact de l'étude

L'étude a présenté un rapport détaillé de l'état de conformité des pays membres et des instruments communautaires de l'UEMOA, comme le Code Commun des Douanes et d'autres règlements communautaires, avec le projet de texte de l'Accord sur la facilitation des échanges (adopté par les membres de l'OMC que le 6 décembre 2013 lors de la Conférence ministérielle de Bali). Par la suite, des interventions nécessaires en vue d'appuyer la mise en conformité du cadre législatif, réglementaire et des pratiques opérationnelles avec les exigences de l'Accord ont été identifiées. L'accent a été mis sur les aspects régionaux de la mise en œuvre des engagements, c'est à dire des activités qui découlent de la compétence communautaire. Les axes d'intervention retenus ont été :

- Le renforcement des capacités de la Commission de l'UEMOA en matière de facilitation des échanges ;
- Le renforcement des instruments de l'union douanière en adhérant aux bonnes pratiques et aux recommandations internationales en matière de facilitation des échanges ;
- La promotion de la transparence et de la prévisibilité des opérations commerciales dans l'espace UEMOA ;
- L'harmonisation et la sécurisation des contrôles sur les biens aux postes-frontières ;
- La modernisation des opérations et des traitements douaniers des Etats membres ;
- La promotion de la gestion coordonnée des frontières ; ainsi que
- L'échange de données entre les administrations de l'Union.

Pour chaque axe d'intervention, des activités et projets concrets ont été formulés. Les Etats membres ont été conviés à un atelier régional en vue de revoir les résultats de l'étude en octobre 2012. Par la suite, la DMRC a utilisé l'étude pour développer le Programme régional de facilitation des échanges (PRFE) de la Commission, qui a été officiellement adopté par les Etats membres en décembre 2014. La Banque Mondiale s'était engagée dès 2013 à appuyer financièrement la mise en œuvre des projets identifiés par l'étude ainsi qu'à appuyer l'exécution du PRFE conjointement avec d'autres donateurs. Depuis, plusieurs activités ont été réalisées ou sont actuellement en cours de réalisation; y compris la révision du Code des douanes de l'UEMOA, du règlement sur le statut des commissionnaires en douane, ainsi que la conception d'un portail d'informations commerciales, douanières et de transport transfrontalier.

L'étude a donc renforcé la capacité de la Commission de l'UEMOA à développer une approche stratégique de la facilitation des échanges qui permet à l'UEMOA d'être en conformité avec les exigences de l'OMC, ainsi que d'entreprendre des réformes nécessaires pour faire avancer la facilitation des échanges en introduisant de nouvelles procédures douanières et zoosanitaires, un processus d'assurance qualité, ainsi qu'en formant des fonctionnaires au sein de la Commission et dans les Etats membres.

Exécution de l'étude

L'étude a reçu l'appui financière de la Banque mondiale dans le cadre des activités du Trade Facilitation Trust Fund (Fonds d'affectation spéciale pour la facilitation des échanges) et le cabinet WTIA de Genève a été sélectionné dans le cadre d'un appel d'offre pour l'exécution des travaux.

Les travaux ont été réalisés sur la base des revues documentaires, des textes législatifs et réglementaires et du document de projet d'assistance technique, des entrevues techniques avec des responsables de la Commission de l'UEMOA, des administrations nationales et du secteur privé. Ces activités ont été menées par une équipe de quatre consultants, à savoir trois experts internationaux et un expert régional. Le financement total était de 155'000 USD, incluant les dépenses pour les missions sur le terrain, soit un total de neuf missions sur le terrain, ainsi que les frais des experts nationaux et internationaux. Initialement prévue sur 16 semaines, la durée finale des travaux a été de 24 semaines.

Q4: Please add here web links to project/programme materials.

Respondent skipped this question

PRIVATE SECTOR CASE STORY TEMPLATE

PAGE 5: C.1) ABOUT THE CASE STORY

Q5: YOUR CONTACT DETAILS	
Name:	Hadil Hijazi
Company or association	WTI Advisors Ltd. (Oxford/Geneva)
Country:	Suisse
Email Address:	hadil.hijazi@wtiadvisors.com
Q6: FUNCTION	Private sector

PAGE 6: C.2) ABOUT THE CASE STORY

Q7: FUNDING SOURCES FOR PROJECT/PROGRAMME Tick the appropriate box(es)	Multilateral organization
Q8: Additional information	<i>Respondent skipped this question</i>
Q9: START DATE OF PROJECT/PROGRAMME	23 avril 2012
Q10: STATUS OF PROJECT/PROGRAMME	Fully implemented
Q11: DURATION OR, IF ON-GOING, EXPECTED DURATION OF PROJECT/PROGRAMME	Less than 12 months
Q12: COST OF PROJECT/PROGRAMME	Between US\$50,000 - US\$200,000
Q13: Additional information	
Type de financement: Frais pour services rendus (payés par la Banque Mondiale).	
Q14: TYPE OF FUNDING FOR PROJECT/PROGRAMME	<i>Respondent skipped this question</i>

PAGE 7: C.3) ABOUT THE CASE STORY

Q15: PROJECT/PROGRAMME TYPE	Regional
------------------------------------	----------

PAGE 8: C.3) ABOUT THE CASE STORY

PRIVATE SECTOR CASE STORY TEMPLATE

Q16: SINGLE COUNTRY/CUSTOMS TERRITORY

Respondent skipped this question

PAGE 9: C.3) ABOUT THE CASE STORY

Q17: REGION(If the region does not appear in the drop down menu, please enter manually)

West Africa

PAGE 10: C.3) ABOUT THE CASE STORY

Q18: MULTI-COUNTRY(Enter all countries or customs territories)

UEMOA

PAGE 11: C.4) ABOUT THE CASE STORY

Q19: CASE STORY FOCUS Tick the appropriate box(es)

REDUCING TRADE COSTS FOR MERCHANDISE GOODS

,

Customs reform, Other border agency reforms,

Tariff reform,

Support for compliance with non-tariff measures (including standards)

,

Upgrading network infrastructure (ICT, power, telecoms)

PAGE 12: C.5) ABOUT THE CASE STORY

Q20: HOW SUCCESSFUL WAS THE PROJECT/PROGRAMME Tick the appropriate box

Very successful

PAGE 13: C.6) ABOUT THE CASE STORY

PRIVATE SECTOR CASE STORY TEMPLATE

Q21: WHAT WERE THE OUTPUTS OF THE PROJECT/PROGRAMME Tick the appropriate box(es)

Officials trained,
Customs laws amended or updated,
New customs procedures,
New animal health measures or processes,
New quality assurance procedures or processes

Q22: Additional information(maximum 300 words)

Respondent skipped this question

PAGE 14: C.7) ABOUT THE CASE STORY

Q23: WHAT WERE THE OUTCOMES OF YOUR PROJECT/PROGRAMME Tick the appropriate box(es)

Other (please specify)
Résultats: (1) l'étude et (ii) un plan stratégique et de mise en oeuvre régional portant sur la facilitation des échanges.

Q24: Additional information(maximum 300 words)

Il fait cas des reformes en cours suite à l'étude faite. Il s'agit:

- du code des douanes révisé de l'UEMOA dont le projet a été adopté au niveau Expert par les Etats membres en juillet 2014 ;
- du règlement révisé sur le statut des commissionnaires en douane de l'UEMOA : Règlement adopté au niveau expert en juillet 2014 ;
- de la conception d'un portail d'information commerciale, douanier et de transport transfrontalier, projet en cours de finalisation.

PAGE 15: C.8) ABOUT THE CASE STORY

Q25: WHAT WERE THE IMPACTS OF THE PROJECT/PROGRAMME Tick the appropriate box(es)

Other (please specify)
Impact: une capacité de planification accrue pour la Commission de l'UEMOA.

Q26: Additional information(maximum 300 words)

Respondent skipped this question

PAGE 16: C.9) ABOUT THE CASE STORY

PRIVATE SECTOR CASE STORY TEMPLATE

Q27: LESSONS LEARNT Tick the appropriate box(es)	Importance of alignment with national priorities , Importance of alignment between different development partners in programming , Importance of engagement by private sector , Importance of political will and commitment by project partner
Q28: Additional information (maximum 300 words)	<i>Respondent skipped this question</i>
Q29: PROJECT OR PROGRAMME MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK Tick the appropriate box(es)	No monitoring and evaluation (M&E) framework used

PAGE 17: C.9) ABOUT THE CASE STORY

Q30: How did you receive this case story exercise and the electronic link? Please indicate the organization that sent to you the information:	World Trade Organization
--	--------------------------